

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20086 - 77EME ANNÉE

L'importation de l'épidémie de coronavirus n'a pas amélioré la situation

Les femmes premières victimes de la situation sociale « hors-normes » de La Réunion

L'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en termes de salaires et d'accès à des postes à responsabilités, fait partie des Objectifs de développement durable ratifiés par la France. Cet ODD doit être atteint en 2030. Les données les plus récentes de l'INSEE à ce sujet datent de 2017, avant que la pandémie de COVID-19 n'accentue encore les inégalités. Elles montrent que sans un changement fondamental de politique, cet ODD ne sera pas atteint dans 8 ans. Les femmes sont plus touchées par le chômage et quand elles ont un emploi, c'est le temps partiel et donc un salaire partiel pour un tiers d'entre elles. Une des conséquences les plus dramatiques de ces inégalités est le taux de pauvreté des femmes élevant seules leurs enfants : 61 %.

L'Organisation des Nations unies (ONU) a défini 17 objectifs à l'horizon 2030. L'objectif 5 vise à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes en :

- mettant fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, notamment en matière de rémunération ou d'accès à toutes les filières professionnelles ;
- éliminant de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles ;
- veillant à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.

**Plus touchées par le chômage,
près d'une salariée sur trois
à temps partiel**

L'étude INSEE Flash n°197 publiée le 8 mars 2021 présente des données datées de 2017. Ces données soulignent que cet Objectif de développement durable est encore loin d'être atteint.

Tout d'abord, « Seulement 42 % des femmes occupent un emploi en 2017, soit 8 points de moins que les hommes ».

Les femmes sont également contraintes à occuper des postes plus précaires :

« Les Réunionnaises travaillent nettement plus souvent à temps partiel : 28 % contre 13 % des hommes. La moitié de ces femmes à temps partiel sont en situation de sous-emploi subi : elles souhaiteraient travailler davantage ». Un temps partiel signifie un salaire plus faible qu'un temps complet. Les conséquences sont nombreuses, notamment en termes de retraites avec comme seul horizon le minimum vieillesse.

**Écartées des postes
à responsabilités, salaires plus
faibles de 7 % en moyenne**

Outre un temps de travail réduit, leur salaire est plus faible : « Elles touchent ainsi en moyenne 12,5 euros de l'heure, contre 13,4 euros pour les hommes, soit un écart de 7 % ».

« Moins souvent en emploi, les femmes occupent en outre rarement des postes à responsabilités. Par exemple, seules un quart d'entre elles dirigent des entreprises de 10 salariés ou plus, et seules un quart occupent un des quelques 200 emplois d'encadrement supérieur ou de direction dans la fonction publique à La Réunion. De plus, seules 37 % des entrepreneurs sont des femmes ».

Si « 9 % des femmes en emploi sont enseignantes, qui est la profession la plus représentée », l'INSEE constate que 27 % des salariées « occupent des postes peu valorisés d'agent d'entretien, d'aide à domicile ou aide ménagère, de vendeuse, d'aide soignante ou d'infirmière ».

**Une des conséquences :
61 % des femmes seules avec
des enfants sous le seuil de pauvreté**

Une des conséquences de ces inégalités, est la taux de pauvreté important touchant les femmes qui élèvent seules leurs enfants.

« Les femmes vivant seules avec leurs enfants sont plus souvent pauvres : 61 % vivent sous le seuil de pauvreté à La Réunion en 2015, contre 44 % des hommes en familles monoparentales et 34 % des couples avec enfants. Plus le nombre d'enfants est élevé, plus le taux de pauvreté est important : il culmine à 79 % pour les mères seules avec trois enfants ou plus ». L'INSEE apporte une explication : « les mères isolées cumulent les facteurs de risques de pauvreté. Leur faible niveau d'études (une sur deux seulement dispose d'un diplôme qualifiant) et la problématique de la garde des enfants constituent des freins à leur insertion professionnelle : seules un tiers sont en emploi. »

La pandémie COVID-19 a accentué les inégalités

Des études ont montré que la pandémie de coronavi-

rus a eu un impact négatif sur l'activité économique, favorisant l'augmentation du chômage et de la pauvreté dans le monde. Les femmes ont été les plus touchées. Une étude de l'OIT le révèle pour l'Amérique latine et la Caraïbe :

« les secteurs d'activité où les mesures d'isolement social ont eu le plus d'impact (commerce, restaurants et hôtels, et activités de loisirs, entre autres) sont à forte intensité de main-d'œuvre féminine. Par ailleurs, l'impact a été plus important dans l'emploi informel et dans les micro, petites et moyennes entreprises, où l'emploi féminin est également prédominant ».

Aucune raison ne permet de dire que La Réunion peut faire exception à cette tendance. Au bout de 76 ans d'intégration de notre île à la France en tant que département français, les femmes premières victimes de la situation sociale « hors-normes » de La Réunion.

M.M.

« La paix pour le Donbass et pour l'Ukraine ! »

Lors du rassemblement pour la Paix organisé ce 6 mars par le Mouvement réunionnais pour la Paix, Pascale David est intervenue pour rappeler la situation de la population du Donbass. Victimes de bombardements continus depuis 2014 en raison de la violation des accords de Minsk principalement par l'armée ukrainienne, les civils vivant dans les Républiques de Donetsk et de Lougansk continuent d'être victimes de la guerre. Par exemple, « environ 700.000 personnes vivent aujourd'hui dans les ruines de Donetsk. Depuis juillet 2014, les enfants ukrainiens de l'Est vivent dans des caves. Parfois sans électricité, sans eau potable. »

Le Donbass est une région d'environ 20.000 km² regroupant les oblasts de Donetsk et de Lougansk, où vivaient avant le conflit près de 5 millions d'Ukrainiens très majoritairement russophones. Le Donbass a été rattaché à l'Ukraine en 1922, au moment de la création des Républiques socialistes soviétiques. Un peu plus de trente ans avant la Crimée (1954). En très résumé, c'est ce que nous apprennent la géographie et l'histoire.

Pourquoi parler du Donbass aujourd'hui ?

- D'abord parce que c'est le grand absent des « infox » données sur le conflit russo-ukrainien actuel ; et je dis « infox » parce que le fait de passer sous silence que le Donbass est en guerre depuis 8 ans, biaise considérablement la compréhension des événements.

Depuis 2014, la moitié de l'armée ukrainienne – soit 125.000 hommes – est dans le Donbass et les habitants de cette région subissent presque quotidiennement les conséquences des échanges de tirs avec les unités armées des Républiques de Donetsk et de Lougansk – non reconnues par l'ONU, qui ne traite qu'avec des Nations. (Je reviendrai sur ces conséquences pour la population ukrainienne de ces régions).

- Ensuite parce que depuis le début du mois de décembre 2021 – date d'une rencontre avortée entre Sergeï Lavrov et Antony Blinken (respectivement ministre des AE russe et américain), dans le cadre d'une réunion de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) à Stockholm – les observateurs de Paix ont su que toute solution diplomatique de règlement de ce conflit semblait définitivement bloquée. Rappelons que l'OSCE, censée superviser le « cessez-le-feu » dans le Donbass inscrit aux accords de Minsk, n'a surtout cessé d'en observer la violation depuis 8 ans. Le 18 février der-

nier encore, l'OSCE établissait une carte de ces violations, principalement par l'armée ukrainienne.

« Nos enfants iront à l'école et à la garderie, leurs enfants resteront dans les caves ! », affirme le président ukrainien élu en 2014

Le Donbass est donc le lieu d'un conflit « confiné » mais, comme a pu le dire un ancien militaire français, témoin et acteur des combats au Donbass : (un conflit) « inscrit dans une géostratégie atlantiste de préemption des territoires jusqu'aux frontières de la Russie » ; il a également parlé d'une « réactivation violente de la stratégie américaine du containment ». Dans la visée américaine, cette stratégie a entretenu après 1991 le fantasme selon lequel « la Russie serait beaucoup plus facile à manier si on la divisait en trois parties ». Le Donbass est aussi le « point aveugle » des élites ukrainiennes et européennes. Personne n'a réagi lorsque l'oligarque (homme d'affaire) ukrainien Petro Porochenko, élu président en mai 2014, a tenu en décembre de la même année ces propos glaçants :

« Nous aurons du travail et eux, non ! Nous aurons les retraites et eux, non ! Nous aurons des avantages pour les retraités et les enfants, eux non ! Nos enfants iront à l'école et à la garderie, leurs enfants resteront dans les caves ! Parce qu'ils ne savent rien faire ! C'est comme ça, précisément comme ça, que nous gagnerons la guerre. »

Ainsi, le même ex-officier français présent sur l'actuelle ligne de front peut dire que « La Russie n'a pas commencé la guerre ; la Russie a engagé des opérations militaires pour terminer une guerre qui a commencé en 2014, à l'initiative de l'Ukraine, contre l'une de ses populations, à l'Est du pays, qui refusait (...) son ostracisation identitaire. »

On peut blâmer l'expansionnisme de la Fédération de Russie, si l'on a l'honnêteté de voir aussi que les élites ukrainiennes se sont enfermées dans un comportement de forcené, en tant que « bras armé » d'une superpuissance américaine qui, après avoir fermé toutes les portes diplomatiques, n'a cessé de souffler sur les braises, pour étendre sa zone d'influence et de contrôle ; et co-latéralement pour semer le chaos en Europe.

Dans le quartier nord de Donetsk (actuellement), détruit à 60 % par l'armée ukrainienne, c'est l'horreur au quotidien pour de très nombreuses familles qui sont restées sur place – environ 700.000 personnes vivent aujourd'hui dans les ruines de Donetsk. Depuis juillet 2014, les enfants ukrainiens de l'Est vivent dans des caves. Parfois sans électricité, sans eau potable. Huit ans ! Pour un adolescent, c'est une jeunesse gâchée ; pour un enfant, cela peut être des traumatismes dont il mettra des années à se relever.

ALORS OUI, IL FAUT LA PAIX POUR LE DONBASS ET POUR L'UKRAINE !

Et compte tenu de la nature de ce conflit, compte tenu du fait que l'Ukraine n'a pas pu, pas su ou voulu faire respecter le cessez-le-feu depuis huit ans, l'horizon de ce cessez-le-feu est aujourd'hui dans les mains de l'armée russe. En 2008, entre les deux « révolutions de couleur », ceux qui redoutaient à juste titre une escalade militaire, engageaient les Ukrainiens à se tenir dans une posture de neutralité, à égale distance des Russes et de l'OTAN.

CETTE VOIE EST-ELLE ENCORE D'ACTUALITÉ ?

La solution de Paix radicale serait bien sûr la dissolution de l'OTAN... mais cela ne fera pas partie des négociations à venir. Les Ukrainiens du Donbass comme ceux de Crimée, aujourd'hui, NE VEULENT PLUS ENTENDRE PARLER DE L'UKRAINE !

Mais pour les peuples du monde, pour nous qui ne sommes pas partie prenante dans ce conflit, qui NE DEVONS PAS L'ÊTRE : la voie de la neutralité, la voie de l'écoute de toutes les parties – et pas seulement des élites de Kiev – est celle que NOUS POUVONS ET NOUS DEVONS ENCOURAGER NOS GOUVERNANTS À SUIVRE.

Pascale David

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

La fin épi lo moiwin : mé kan lo moiwin i dovien la fin... Pwin lintérogassion

Mézami mwin la viv in lépok bonpé parti politik téi partissipe zélékssyon d'moune téi panss noute laksyon mé la diféranss avèk nou ? La politik téi vize in rézilta é rézilta-la différanss sé ké zélékssyon té pou nou lété selon nou sak ni pé apèl in doub - d'aprèsak mi rapèl - in moiwin, pa ine libérassion nassyonal - nou lé rényoné fin. Pars la fin lété noute doub libérassion mwin la fine marke an-o la. – épi sossyal -l'égalité dann in sossyété d'zistiss é d'libèrté. Konm nou téi vé pa amenn la guèr libérassion épi lété Pti lanp – pti lanp d'aprè mwin lo noute konvikssyon nou la shoizi la moiwin la pran la plass la fin. Lidé d'la lute passifik san la vyolanss. fin la pa éfass kon plèteman, mé lo moiwin : ète mèr la komine, ète dann

Konm lo sèl métode lavé lété la lite la majorité konsèye zénéral, sansa san la vyolanss nou la panss avèk konsèye réjyonal la vni lo bite. La rézon téi falé partisipe la vi réissi in pé é noute doub libérassion la demokratik. Mé dann tan-la té pli fassil éfass in pé pou ranplass par lo dir ké fère pars tan-la lété lo tan nèrvi, dévlopman, bien-être, laménazan lo tan la frode éléktoral, lo tan la noute tériroir, la défanss koripssyon, lo tan la répréssion donk lanvironeman. téi falé ramenn issi dann noute péi in vi piblik in pé demokratik.

Pétète in pé i koné pa sansa zot i rapèl pa bien mé momandoné l'avé ziska 100 kominis dann la prizon, la sézi témoignaz 47 foi, Paul Vergès lét blizé alé dann la klandèstinité, épi l'avé kamarade in partou dan la natire pars téi poursuiv bande rézistan ékan téi ariv zélékssyon lété l'èr pou akoush la momon koshon.

Mé konbien l'arète dsi bordaz shomin ? In ta avèk in paké, bande malémé la sossyété rényonèze. Zordi néna ankor la mizère é sa sé in nafèr nou téi vé ziska mète horlaloï. La suite, mi koné pa. Si la vi i done amwin tor, tan-myé ! si èl i done amwin rézon-kèl domaze.

Justin

Dizon la ramenn in pé koman-koman in vi plizoumwin demokratik. Bande